

"Le chèque anglais: suspense et «happy end»" dans Libération (27 juin 1984)

Légende: Le 27 juin 1984, à l'occasion du Conseil européen de Fontainebleau, le quotidien français Libération décrit les difficiles négociations entre les Dix quant à la question de la contribution britannique au budget communautaire.

Source: Libération. 27.06.1984. Paris. "Le chèque anglais: suspense et «happy end»", auteur:Pourquery, Didier; Felkai, Istvan.

Copyright: (c) Libération

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_cheque_anglais_suspense_et_happy_end_dans_liberation_27_juin_1984-fr-37a648c4-ee7d-47de-b772-a0c5bfb9e9ce.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

Le chèque anglais : suspense et « happy end »

Après une partie de cache-tampon, le chèque fatidique de la Grande-Bretagne a fini par revenir au centre de la table des Dix. Le compromis est trouvé, après une valse d'apartés.

Un véritable cache-cache avec le chèque anglais : tel a été le jeu de la première journée du sommet de Fontainebleau. Ce sacré chèque ! On le croyait sur la table du conseil européen, il était entre les mains des ministres des Affaires étrangères : on le cherchait sous la loupe des diplomates, il se faisait disséquer par les experts. Autour de la table du conseil européen dans la journée de lundi, il a été surtout beaucoup question de politique internationale et d'initiative européenne. De chèque fort peu.

Mais il a bien fallu « en » parler quand même. Vers 18 h lundi, le conseil européen a donc fait un tour de piste sur le chèque. Juste le temps de se mettre d'accord pour renvoyer le problème devant les ministres des Affaires étrangères réunis en conseil restreint d'urgence. Claude Cheysson et ses collègues se sont donc attelés à la rude tâche de récupérer les débris laissés sur la table du dernier sommet de Bruxelles et d'essayer d'en faire quelque chose de cohérent. Et d'acceptable pour les Britanniques.

Pendant ce temps, les chefs d'Etat et de gouvernement passaient en revue divers points de l'ordre du jour. Au pas de charge et pendant une heure et demie, on discuta ainsi des conditions de l'élargissement de la CEE, de l'accroissement des ressources propres, sans prendre d'ailleurs aucune décision. L'heure du dîner arriva ainsi et le conseil européen se transporta jusqu'à Barbizon, à l'auberge du Bas-Bréau. Là, entre le foie gras et le homard breton, on a parlé d'initiatives diverses que la présidence veut promouvoir pour « populariser l'Europe auprès des citoyens » : document unique pour la circulation des marchandises, passeport européen, suppression des formalités aux frontières intra-communautaires, banalisation des postes-frontières. De l'action psychologique au service de l'Europe, quoi ! Entre le Chassagne-Montrachet, le Laborde Canterane et le Sauternes, on évoqua également le drapeau européen, l'hymne européen, les équipes sportives européennes, les médias européens et même la rédaction commune d'un livre d'histoire de l'Europe.

Il fallut bien, après ces enthousiasmes, examiner le rapport des ministres des Affaires étrangères sur la contribution britannique. Mais les choses n'avaient guère avancé y compris au niveau des experts puisque la seule réalisation concrète annoncée sur ce point semblait être l'éclaircissement des points de désaccord. Désaccord surtout sur ledit système à mettre en place pour calculer la ristourne anglaise. On se coucha vers 2 h du matin sans avoir apparemment avancé. Il semblait seulement qu'un consensus pouvait se dégager, un consensus, sur une somme forfaitaire payée aux Britanniques pour 84 et la mise en place d'un système « simple » appliquant un pourcentage de ristourne sur la différence entre ce que la Grande-Bretagne versait en TVA à la CEE et ce qu'elle en recevait. Pas de détail, pas d'autre chiffre. La journée qui s'était consumée en tentatives d'éviter le clash sur le chèque se finissait par un assentiment sur cette formule.

Mardi matin :

Le réveil des dix chefs d'Etat et de gouvernement hier matin est plutôt pénible. On n'a pas beaucoup dormi, le montant du chèque britannique n'est toujours pas fixé et la journée s'annonce difficile. Le petit déjeuner franco-allemand entre François Mitterrand et Helmut Kohl n'apporte rien de neuf. Le café-crème a un goût amer de contentieux budgétaire mal digéré. Lors de la traditionnelle photo de famille devant le château de Fontainebleau, le président français garde un sourire figé et Margaret Thatcher, contrairement à son habitude, ne sourit même pas du tout.

A dix heures, les dix délégations se retrouvent, comme la veille, dans la grande salle de bal Henri IV transformée en salle de réunion. François Mitterrand flanqué de Claude Cheysson et Roland Dumas préside la longue table garnie de dissenpachias, ces plantes vertes d'appartement qui auraient dit-on des propriétés vénéneuses pour qui en mangerait.

Le premier tour de table montre que la situation reste bloquée. On n'est pas encore mûrs pour de nouvelles concessions. La pièce est embrumée par des milliards d'écus et des pourcentages qui flottent dans

l'atmosphère... Vers midi, François Mitterrand prend l'initiative d'interrompre la séance et propose à tout le monde de se rencontrer en tête-à-tête pour parler plus librement. Le président français reçoit Maggie Thatcher dans son bureau à côté de la salle de réunion. Pendant ce temps, le chancelier Kohl rencontre le Premier ministre néerlandais Lubbers. Les autres chefs de délégation se retrouvent pour des petits apartés dans tous les coins de la salle de bal. La valse des confidences continue ainsi pendant près d'une heure. Duos Thatcher-Kohl, Kohl-Mitterrand, Thatcher-Lubbers...

Quand tout le monde se retrouve autour de la table, la présidence française met la dernière virgule à son projet de compromis. C'est au chancelier fédéral allemand qu'il revient l'honneur d'en présenter la trame à l'assistance. Maggie Thatcher prend la parole et annonce qu'à son avis, ce texte prouve que des pas ont été faits de part et d'autre. C'est le tournant. Quelque chose s'est débloqué, politiquement. Les participants pensent que l'échec est désormais impossible. A quinze heures, les dix poussent un « ouf » de soulagement. Ils tiennent enfin un accord politique sur la contribution britannique. Dans la foulée, ils ont débouché aussi sur un accord politique pour l'allègement de la TVA des agriculteurs allemands demandée par Helmut Kohl et sur le financement du déficit budgétaire de la communauté en 1984.

Didier Pourquery
Istvan Felkai